

Rapport de la mission d'Évaluation Rapide Multisectorielle des Besoins Humanitaires

Rapport de l'Évaluation Rapide des besoins

<Province Nord-Kivu Ville>

< Zone de santé de Musienene>

Pour plus d'information, Contactez ONIQUE KYALWAHI, Point Focal FORUM URBAIN pour les questions humanitaires de Butembo et ses environs, +243991771189 ; onigkylwahi@gmail.com et Lievin Selyabo, Point focal GT SECAL de Butembo, +243993023779, Lievin.Selyabo@welthungerhilfe.de

Période de l'évaluation : du 15 au 16 MAI 2023

Date du rapport : 31 MAI 2023

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	• Mouvements de population • Conflit		
Date du début de la crise :	Début mars 2023	Date de confirmation de l’alerte :	27 mars 2023
Code EH-tools	4705		
Type de crise : Mouvement des populations			
Si conflit : conflit armé			
Description du conflit (ou crise)	Entre octobre et décembre 2022, les aires de sante Mukongo, Vusamba et Munoli de la zone de sante de Musienene ont été le théâtre des exactions par des miliciens armés (UPLC et AFPP/AP) et des affrontements entre ces derniers et l’armée loyaliste. Cette situation a entrainé des déplacements massifs des populations en quête des zones plus sécurisées. Depuis le mois de février 2023, les autorités du territoire de Lubero avec la participation des leaders locaux, et les représentants de groupes armés ont organisé un dialogue de paix dans le cadre de pacification de la zone avec comme effet : le retrait des groupes armés et le déploiement des éléments FARDC à Kasinga et Muhangi. Ces initiatives locales ont favorisé l’amélioration des conditions sécuritaires et ont permis le retour progressif depuis mars 2023 de populations vers leurs localités d’origine. Selon les sources locales, il est rapporté le retour d’environ 3382 ménages dont 750 ménages dans les localités Kasinga-Munoli, 1574 ménages dans les localités de Vusamba et 1058 ménages dans les localités de Muhangi, situées respectivement dans les groupements de NGULO, BUKENYE et BULENGYA dans la zone de santé de Musienene en territoire de LUBERO. Ces personnes retournées sont en grande partie logées dans leurs habitations ou dans des maisons louées ou encore dans des familles d’accueil (elles-mêmes retournées). Selon les autorités sanitaires et administratives contactées, le 3 aires de santé touchées par la crise sont vulnérables et n’ont reçu aucune assistance humanitaire jusque-là. Une moyenne de 87,11% de la population ont déjà regagné leur localité d’origine ; ce qui représente pour les aires de santé évaluées environ 48444 personnes, soit 6921 ménages retournés. Basé sur ce changement du contexte, la communauté humanitaire à travers le forum urbain pour les questions humanitaires de Butembo et ses environs a procédé aux évaluations multisectorielles dans ces zones afin de définir non seulement les besoins humanitaires en passant par la collecte des statistiques des personnes retournées dans leurs villages, mais aussi d’analyser les conditions d’accès à ces zones.		
Si mouvement de population, ampleur du mouvement : 3382 ménages ont déjà regagné leurs localités d’origine			

Tableau 1 : Aires de sante visite par la mission

Zone de sante	Aire de sante	Population avant la crise	Population retourne	% de retournes
Musienene	Mukongo	21157	20792	98,27%
	Vusamba	18363	13257	72,19%
	Munoli	16 087	14395	89,48%
TOTAL	3 aires de sante	55612	48444	87,11%

Sources d'informations : (Voir la liste des informateurs)

Commentaire

Les retournés sont non enregistrés et le nombre fournis sont des estimations des leaders locaux. Toute la population des zones évaluées a été affectée par la crise, aussi, quelques ménages restent en déplacement surtout dans l'aire de santé Vusamba où la démographie était de 18363 personnes en 2022 avant la crise

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Les miliciens occupent 2 écoles de Muhangi, récoltent dans les champs de population locales, ont incendié 5 maisons : le bureau du chef de localité de Vusamba, de la police et du recenseur et 2 maisons de la population civile. D'autres sont des maisons endommagées partiellement, le nombre reste inconnu. Le petit bétail (chèvres, poules, moutons et autres) et autres biens de valeurs pillés ; les articles ménagers essentiels abandonnés ont été pillés ou détruits ; Pillage/destruction/perte des stocks de nourriture et de semences, deux (2) tanks métalliques de stockage de l'eau de 75 m ³ chacun ont été endommagé par les cartouches lors des affrontements			
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	En km : environ 25 Km En temps parcouru : 3,5 heures (à pied selon la force de la personne)			
Lieu d'hébergement	Maison propre	Maison de location	Maison empruntée gratuitement	Familles d'accueil
	64,3%	14,3%	14,3%	7,1%
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	La présence des FARDC dans la zone de retour et les sensibilisations des autorités et leaders locaux favorise le mouvement retour sur les 3 aire de sante, mais dans la localité de Muhangi, dans la partie contrôle par les miliciens, les taxes illégales restent les conditions de vie dans la zone à haut risque d'affrontement quotidien. Les mouvements vers les champs est conditionné par un rançonnement du jeton			
Si épidémie				
Perspectives d'évolution de l'épidémie	Pas d'épidémie déclaré dans la zone mais la zone est endémique au paludisme			

1.2 Profil humanitaire de la zone :

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	ONG	Réponses secteur	Zones d'intervention	Organisations impliquées	CIBLE	PERIODE
Conflit	PRODES/Union Européenne	Sante	VUSAMBA	Appuie au centre de santé de référence de MUKONGO/MUHANGI en soins de santé avec ticket modérateur	Tout le monde	NC
	8ème CEPAC	Nutrition	MUHANGI, VUSAMBA	Approvisionnement des intrants nutritionnels (plampysat pour les enfants de 6 à 59 mois) aux structures de santé et de la bouillie aux femmes enceintes et allaitantes pour la prise en charge des cas de malnutrition aigue modérée	Enfants et femmes	Février décembre 2022

	FEPSI	Protection	MUSIENENE, MUHANGI	<i>SGBV, Protection de l'enfant et masculinité positive, appuie avec des intrants kit PEP pour les VVS au centre de santé Mukongo.</i>	<i>Tout le monde</i>	<i>Février décembre 2022</i>
	AVSI	Protection	MUHANGI, MUSIENENE	<i>Renforcement des mécanismes de protection communautaire à travers les structures communautaires locales.</i>	<i>Déplacés</i>	<i>décembre 2022</i>
	NTERSOS	Protection	<i>TOUTES LES A.S</i>	<i>Monitoring de Protection</i>	<i>Déplacés et retournes</i>	<i>Pas d'info</i>
<i>Sources d'information</i>	Rapports des organisations dans la zone, rapports des interventions passées, 3W clusters					

NB : pas d'intervention en cours dans les zones évaluées

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :

- 11 Groupes de discussion composée des retournes repartis hommes, femmes,
- 28 Enquête ménages
- 16 Echanges avec les informateurs clés

CARTE DES AIRES DE SANTE EVALUEES DANS LA ZONE DE SANTE DE MUSIENENE

Legende

- ★ Localité
- Point d'eau
- Route
- Limite AS
- AS évaluée
- Aire de sante

Date : le 17 mai 2023
Source : Forum Urbain des ONGs de Butembo et environs

Techniques de collecte utilisées	• Questionnaires auprès des informateurs clés • Questionnaires auprès des focus groupe • Interview structurée avec les IT des centres de sante • Revu des quelques documents Approches • Discussion. • Entretiens individuels. • Observation libre. • Visite des structures sanitaires
Composition de l'équipe	12 délégués ONG membres du FORUM URBAIN sur des questions humanitaires en Ville de Butembo et ses environs : EGL, HYFRO, SOCUDHU, GADHOP, AHDI, CEPROSSAN, USHIRIKA, HEAL AFRICA, REDHO, SAFDF, FJDF et WHH. (Voir Liste en annexe)

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Sécurité alimentaire et moyen de substance • Ration alimentaire d'urgence • Outils et intrants agricoles • Besoin en AGR	• Distribution des vivres ; • Distribution des intrants agricole : semences et outils • Distribution des intrants d'élevage : géniteurs et outils • Appuyer les activités génératrices des revenus ;	Retournés et famille d'accueil
Santé • Accès aux soins de santé • Disponibilité des médicaments essentiels dans les structures de santé • Equipements pour les structures sanitaires	• Plaider pour la gratuité des soins de santé, • Approvisionner les structures de santé en intrants et équipements médicaux ; • Approvisionner les structures de santé en médicaments essentiels ;	Retournés et famille d'accueil
AME • Besoins des articles ménagers essentiels	• Distribution des articles ménagers essentiels (supports de couchage, vêtements, ustensiles, kits de lavage des mains, ...)	Retournés et famille d'accueil
WASH • Accès à l'eau potable, amélioration de l'assainissement et hygiène.	• Réhabilitation des adductions d'eau, des sources d'eau potable, des ouvrages d'eau endommagé (tanks) • Renforcer le nombre des latrines dans les écoles ; • Renforcer les mécanismes de la promotion d'hygiène et d'assainissement dans les communautés ; • Renforcer la construction des ouvrages EHA dans les FOSA	Retournés et famille d'accueil
Abri • Besoin en matériels de construction	• Distribution/foires des matériels de construction (tôles, clous, stick de bois, planches, etc.	Retournés et famille d'accueil
Education • Subventionner les frais scolaires, Salles de classe,	- Subventionner le paiement des frais scolaires des enfants en difficultés ; - Doter les écoliers en fournitures scolaires ;	Retournés et famille d'accueil

manuels scolaires, matériels didactiques, kits scolaires.	- Réhabiliter certaines écoles - Faire le plaidoyer pour l'évacuation des miliciens de deux écoles (EP Katembo et Institut Katembo)	
Nutrition • Accès aux intrants nutritionnels.	- Appuyer l'installation des UNTA et UNTU dans les formations sanitaires ; - Faire l'approvisionnement des intrants nutritionnels dans les structures de santé ; - Organiser les activités visant l'éducation nutritionnelle pour les femmes enceintes et allaitantes ;	Retournés et famille d'accueil
Protection • Besoin de la protection de la population (rétablissement de l'autorité de l'Etat dans toute la zone) • Besoin en promotion des droits humain	- Sensibilisation des groupes armés pour une démobilisation à base communautaire (P-DDRC-s) ; - Sensibiliser les miliciens et populations civiles contre les abus de droits de l'homme - Plaidoyer pour la présence permanente des (FARDC, PNC) forces de sécurité dans les villages non couverts eux - Organisation des séances de capacitation des éléments FARDC et PNC sur les droits humains, - Poursuivre la traque afin de neutraliser les groupes armés dans la zone - Mettre en place les structures de protection avec des activités visant la promotion de la prévention de l'exploitation et d'abus sexuels. - Renforcement des capacités des forces vives sur la gestion des situations d'après crise (conflits, alertes, veille humanitaire, etc	Retournés et famille d'accueil

4 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Toute la population de ce 3 aires de santé évaluées appartient à la même ethnie et sont vulnérables. Le ciblage d'une partie de la population ou la non-assistance de couches les plus vulnérabilisées dans la communauté peut également constituer un risque d'instrumentalisation de l'aide humanitaire et la situation risque d'être récupérée par les miliciens présents en quête de popularité. Aussi la perception de la communauté que les humanitaires amènent les guerres est une réalité de la zone.
Mesure d'atténuation des risques	Une forte sensibilisation et mobilisation communautaire doit être faite impliquant toutes les autorités locales, les leaders communautaires et la communauté locales pour essayer de changer cette perception de la communauté des interventions humanitaire mais aussi expliquer les critères de vulnérabilité, présenter le projet et le nombre des bénéficiaires, explication des principes humanitaires et le Do no harm si les moyens sont limités, sinon considérer toute la population comme bénéficiaires serait idéal. L'implication de OCHA pour expliquer les normes humanitaires aux autorités locales, leaders communauté et milicien serait un plus pour atténuer ce risque.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Les zones évaluées étant en majorité habitées par les membres d'une même communauté (Nande), qui partagent les mêmes valeurs culturelles, l'évaluation n'a pas relevé des tensions au sein de la communauté mais plutôt entre les membres de la communauté de Muhangi et les groupes armés qui font payer chaque mois des taxes à la population et imposent des amendes exorbitantes à ceux qui ne s'y conforment pas. Cela a conduit la communauté à se constituer eux-même à un groupe d'auto-défense qui est

	encore en gestation. Une intervention humanitaire en cash risque d'exposer plus la population à des extorsions des miliciens
Mesures de mitigation	- Faire des plaidoyers pour le rétablissement de l'autorité de l'état - Impliquer toutes les autorités locales, les leaders communautaires et la communauté locales dans la promotion des droits humains, la résolution pacifique des conflits, - Les acteurs humanitaires devraient faire une analyse approfondie des risques et proposer des mesures de mitigation avant toute intervention humanitaire ; - Impliquer davantage la population bénéficiaire à l'analyse et au développement des mesures de mitigations
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	En cas de choix d'organisation des foires, les zones visitées n'ont pas d'opérateurs économiques de grande capacité, et même la disponibilité sur le marché fait défaut. Ainsi on doit chaque fois recourir soit à Musienene, soit à Butembo pour les services. Aussi la non-participation communautaire dans la définition des besoins et l'analyse des risques, peut entraîner des distorsions dans l'offre et la demande des services comme l'importation des biens vivres et non vivres de l'extérieur peut déstabiliser le prix des articles localement sur le marché et empêcher le processus normal d'écoulement pour les petits opérateurs économiques.

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès à la zone	Tous les axes visités sont accessibles soit par véhicule / camion, soit par Moto,
-------------------------------	---

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	Toutes les zones visitées par la mission ont une présence des FARDC, les éléments FARDC sont installés à Kasinga et Muhangi, cette présence militaire n'est pas suffisante au regard des espaces habités et aussi du niveau de risque qui plane dans la zone. La présence de quelques milices connues UPLC, FPP/AP qui circulent dans la zone Muhangi constitue une menace
Accès de Communication téléphonique	La zone est couverte partiellement par 3 réseaux (AIRTEL, VODACOM et ORANGE), dans la plupart des localités des aires de santé enquêtées. Dans certains villages, le signal est faible et nécessite de se positionner à un endroit particulier pour communiquer.
Stations de radio	La Zone est couverte par les radios locales, dont parmi : Radio moto,

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Aucune réponse n'est en cours			
Incidents de protection rapportés dans la zone	Quelques incidents de protection rapportés dans la zone de retour			
Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb d'incidents	Commentaires
Agressions physiques	Kasinga, Munoli, Vusamba, Muhangi .	UPLC, FPP/AP	33	Ces incidents se sont faits lors des médiations des conflits, lors des travaux communautaires. Celui qui perd le procès ou celui qui n'arrive pas au salongo de construction de leurs huttes et différents sentiers doit avoir 50 fouets

Agressions sexuelles	Kasinga,Munoli,Vu samba, Muhangi	UPLC, FPP/AP,	39	La fille qui paraît belle aux yeux de ces hors la loi est d'office emmenée dans leur camp pour servir comme fille de joie. Si elle s'éclipse, c'est sa famille qui sera menacée.
Arrestations arbitraires,	Kasinga,Munoli,Vu samba, Muhangi	UPLC, FPP/AP,	192	Les arrestations sont commises soit quand une personne part se plaindre chez eux ,soit quand ils se transforment en partie civile
Détentions illégales	Kasinga,Munoli,Vu samba, Muhangi	UPLC FPP/AP,	192	Ils ont érigés des amigoss dans leur camps disent-ils pour sanctionner les malfaiteurs dans le village .Ils ne tiennent pas compte de la garde en vue
Amendes exorbitantes	Kasinga,Munoli,Vu samba, Muhangi	UPLC, FPP/AP,	228	Les amendes sont fixées arbitrairement et d'une manière sentimentale sans tenir compte de la circonstance dans laquelle le fait a été commis
Tortures et traitements inhumains et dégradants	Kasinga,Munoli,Vu samba, Muhangi	UPLC, FPP/AP,	44	Les tortures se font lorsqu'on est accusé pour aller comparaître, lorsqu'on manque le jeton de paiement de leur taxe et quand on est calomnié comme sorcier
Extorsions	Kasinga,Munoli,Vu samba, Muhangi	UPLC, FPP/AP,	42	Les extorsions se font pendant qu'ils font leur patrouille dans les villages qu'ils contrôlent et dans les contrées environnantes. Ils extorquent les vivres ; l'argent, les effets des personnes qui sont au marché de Muhangi. Le marché ne fonctionne plus correctement à Muhangi par crainte des affrontements
Vols	Kasinga,Munoli,Vu samba, Muhangi	UPLC, FPP/AP,	75	Quand la population a fui, les inciviques ont démoli les maisons des habitants et ont volé dans la plupart des maisons ; les articles ménagers essentiels, les bêtes, les volailles. C'est pour cette raison que les retournés sont dépourvus de AME, des effets de couchage,...
Coup et blessures volontaires	Kasinga,Munoli,Vu samba, Muhangi	UPLC, FPP/AP,	25	C'est lorsqu'on vous rencontre et on vous exige de montrer les preuves de paiement de jeton de tous les mois.
Travaux forcés	Kasinga,Munoli,Vu samba, Muhangi	UPLC, FPP/AP,	1073	Les hommes ont l'obligation de construire des huttes pour le mai mai .Si quelqu'un s'oppose, il est passible des amendes difficiles à trouver
Destructions méchantes	Kasinga,Munoli,Vu samba, Muhangi	UPLC, FPP/AP,	33	Lorsque la population a fui les affrontements, les mai mai ont forcé les portes des maisons, ils ont détruit certains effets et partir avec d'autres .Plus grave encore ; les inciviques ont tiré a bal réel dans les 2 réservoirs qui desservent l'eau dans le village de Muhangi . D'où, carence d'eau dans ce village.
Assassinats	Kasinga,Munoli,Vu samba, Muhangi	UPLC, FPP/AP,	27	Les uns sont les enfants qu'ils recrutaient forcément et qui mourraient au front, les autres sont les personnes soupçonnées de trahison auprès des forces loyalistes pour un futur délogement

Enlèvements	Kasinga, Munoli, Vusamba, Muhangi	UPLC, FPP/AP,	5	Ils se commettent par les inciviques lorsqu'ils soupçonnent quelqu'un de les accuser auprès des autorités
Recrutement d'enfants	Kasinga, Munoli, Vusamba, Muhangi	UPLC, FPP/AP,	52	L'enrôlement d'enfants a été l'un des incidents majeurs recensés dans la région, chose que la loi interdit. Comme l'enfant ne consent pas ; c'est un crime contre l'humanité. C'est parmi les 6 violations graves des droits de l'enfant
Incendie des maisons	Munoli	UPLC et personnes non autrement identifiées	5	Parmi les 5 cas d'incendies notifiés figurent le bureau du chef de localité de Vusamba, de la police et du recenseur. D'autres sont des maisons d'habitation.

Commentaire :

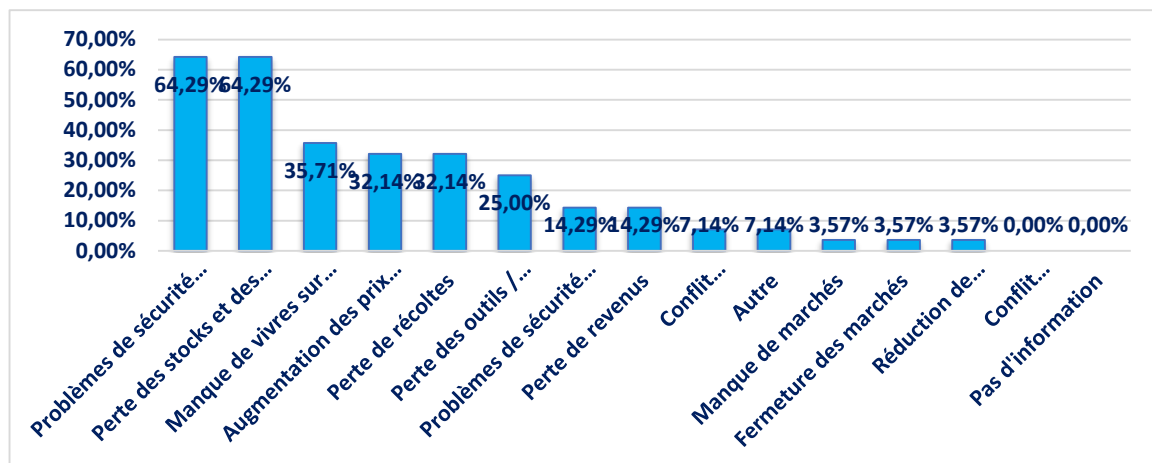
Le Top 5 incidents de protection les plus fréquents relevés lors de notre évaluation sont : les travaux forcés (la construction des huttes pour les miliciens), les amendes exorbitantes, des arrestations arbitraires, les détentions illégales et les vols. Les informateurs clés pointent du doigt les miliciens UPLC, AFPP/AP comme responsables de toutes ces incidents.

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	L'évaluation a relevé des tensions entre la communauté de Muhangi et les groupes armés qui fait payer chaque mois des taxes à la population et impose des amendes exorbitantes à ceux qui ne s'y conforme pas
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	Dans la zone contrôlée par les FARDC, il y a la société civile, autorités politico-administratives, autorités Religieuses, PNC, etc. mais dans la zone contrôlée par les miliciens, il existe d'une structure gérant les incidents rapportés
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	L'insécurité dans cette zone a impacté négativement sur les services de base à savoir: - Au niveau éducatif : Il y a abandon scolaire à la suite de l'occupation de deux écoles de Muhangi par les miliciens, - Au niveau d'accès à l'eau : 2 réservoirs qui desservent l'eau dans le village de Muhangi ont été atteints par des coups de balle des inciviques. D'où, carence d'eau dans ce village - Par rapport à l'accès aux vivres : il y a augmentation de prix des denrées alimentaires sur le marché à la suite de l'inaccessibilité des champs éloignés - Par rapport à la santé : les populations affectées par la crise sont dans l'incapacité de payer les soins médicaux à la suite du manque de moyens financiers. Il sied de préciser que certaines structures de santé connaissent de rupture de certains produits pharmaceutiques
Présence des engins explosifs	Aucune
Perception des humanitaires dans la zone	La perception des humanitaires n'est pas bonne. C'est-à-dire, la population considère les humanitaires comme ceux-là qui sont à la base de l'insécurité et qui amènent la guerre

6.2 Sécurité alimentaire

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise

Graphique n°1 : problème d'accès au vivre



La crise a impacté négativement sur la sécurité alimentaire à plusieurs niveaux à savoir : l'insécurité qui ne permet pas à la population d'accéder à leur champ, la perte des stocks et des semences, le manque des vivre sur les marches, la perte des outils et récoltes, etc.

Ainsi, 30% des enquêtés sont contraints de réduire la consommation des adultes au profils des enfants ; 20% consommer les nourritures moins préférées et en faible concentration en nutriment, 19% réduisent le nombre de repas journaliers et les quantités de nourriture. D'où la présence des enfants présentant des signes de malnutrition. 66% ont un SCA pauvre c'est-à-dire qu'elle a accès à un aliment inadéquat en qualité et quantité, alors que 17% ont un SCA limite.

Production agricole, élevage et pêche

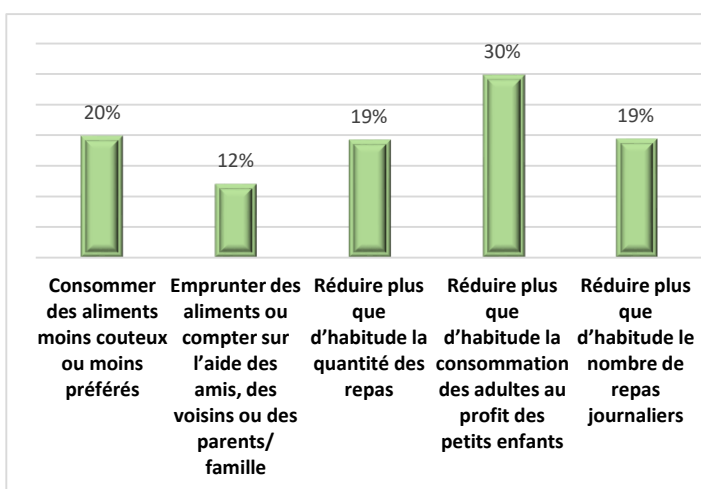
- Les productions agricoles principale de la région sont : Manioc, maïs, Haricot, patate douce, banane plantain
- Pour l'élevage, l'on trouve sur place l'élevage de chèvre, de mouton, de poule

Situation des vivres dans les marchés

Dans le marché, les vivres ont connu une flambé de prix. La mesure qui coutait 1000 Fc avant la crise est actuellement à 4000 Fc de main à main pour la farine de manioc et pour les gros Michelet, un régime de 4500 Fc avant est aujourd'hui à 8000 Fc, pour les haricot, un kg a 1500Fc avant est aujourd'hui à 3000Fc, Le volume des produits alimentaires au marché ne couvre pas les besoins des petits transporteurs motorisés qui circulent dans les villages pour collecter les vivres vers la ville de Butembo. A Butembo, le centre de consommation de la zone, le régime est de 15000 Fc.

Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise

Graphique n°2 : Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise



Les ménages ont adopté quelques stratégies ci-après : réduire la consommation des adultes au profils des enfants ; consommer les nourritures moins préférées et en faible concentration en nutriment, réduisent le nombre de repas journaliers et les quantités de nourriture.

Toutes les stratégies de survie basées sur les Moyens de Subsistance ont été utilisées, témoignant d'une sévérité de l'insécurité alimentaire. Les

stratégies d'urgence (mendier, vendre le dernier animal et pratiquer des activités illégales) ont été utilisés par les personnes interrogées pour essayer de palier aux seuls besoins alimentaires.

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

Pas de réponse en cours couvrant les besoins des familles touchées.

Impact de la crise sur l'abri	Les abris abandonnés s'effondrent au fil des temps et d'autres sont utilisés comme bois par les miliciens. D'autres touchés par les incendies : - Moins de 25% des habitations ont été endommagée lors de la crise avec ce retour des populations dans leurs localités d'origine ; - 5 maisons ont été incendiées par les miliciens notamment : le bureau du chef de localité de Vusamba, de la police et du recenseur et 2 maisons d'habitations
Type de logement	Une grande partie des familles des Retournés vivent dans leurs propre habitation (64,3%), 14,3% vive dans des maisons de location, 14,3% ont empruntées des maisons 7,1% partage les maisons avec les familles hôtes (retournée aussi)
Accès aux articles ménagers essentiels	La crise a eu des répercussions sur les articles ménages essentiels à travers la récupération par les miliciens des articles qui ont été abandonné dans les habitations de la population locale lors de déplacement dans les zones contrôlées par les miliciens. 75% sont démunis et par conséquent se retrouvent dans une situation de vulnérabilité car ils ont regagné leurs localités d'origine avec le peu des articles AME, qu'ils avaient réussi à se déplacer avec car ne bénéficiant pas d'assistances AME dans leur milieu de déplacement
Possibilité de prêts des articles essentiels	La vulnérabilité en articles ménagers essentiels dans le milieu ne permet pas le prêt en AME étant donné que le besoin reste permanent avant l'assistance : les retournés utilisent le peu des articles AME qu'ils avait réussi à se déplacer avec. Ces articles AME restent en quantité insuffisante.
Situation des AME dans les marchés	Les articles ménagers essentiel ne sont pas disponibles sur les marchés locaux (stock insignifiant, seuls les habits, les couchages et ustensiles y sont vendus à petite échelle) mais la possibilité de les amener à partir de grand centre comme Butembo et Musienene est possible
Faisabilité de l'assistance ménage	Les capacités locales du milieu ne peuvent que couvrir une petite partie des besoins de la population en cas d'assistance en articles ménagers essentiels. La principale contrainte est la perception négative des interventions des humanitaires qu'il faut travailler mais aussi les capacités locales des opérateurs économiques a satisfaire le marché

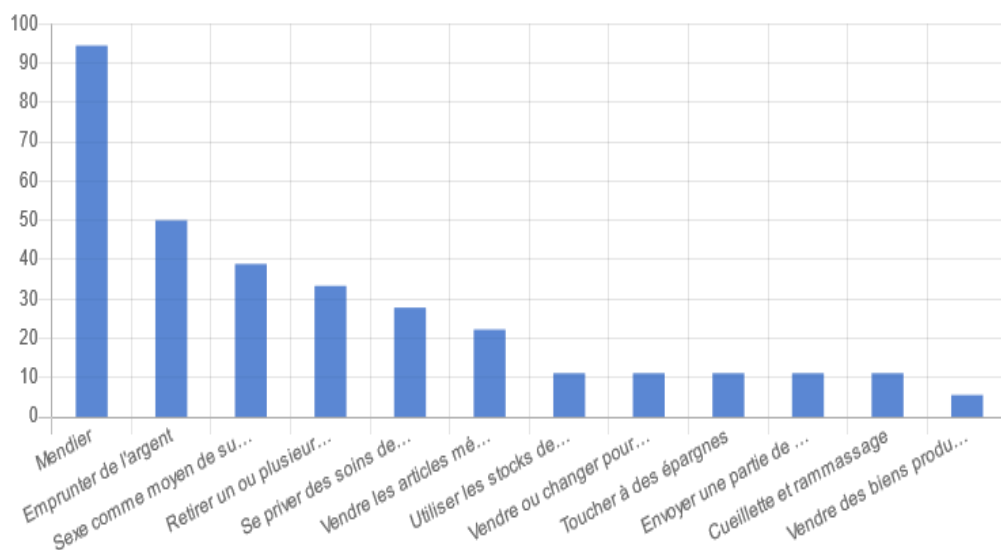
6.4 Moyens de subsistance

Pas de réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur.

Moyens de subsistance	La crise a affecté les activités productives dans la région. Les agriculteurs ont un accès limite a leurs champs considérés comme unité principale de production à partir des produits des récoltes, en outre, ils ont perdu leurs stocks des vivres et outils ou moyens de production. Ceci a également entraîné l'inaccessibilité aux moyens de subsistance, le petit commerce et l'agriculture. Les activités des champs, les activités génératrices de revenus sont quasi mises au ralenti à la suite de la situation sécuritaire.
Accès actuel à des moyens des subsistances	Les populations affectées rencontrent des difficultés d'accéder aux moyens de subsistance car limités dans leurs activités économiques

pour les populations affectées

Graphique n°3 : Stratégies utilisées comme moyen de substance



6.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés

Il existe au moins des marchés qui se tiennent deux fois par semaine dans chaque aire de santé. La circulation de l'argent existe mais faible. Les capacités locales dans le transfert cash sont absentes. La distance d'environ 25 km permet largement l'aller et retour d'un opérateur de transfert à moindres risques en cours de route. La possibilité d'organiser une assistance en cash inconditionnel en faveur des ménages retournés n'est possible que si le terrain est bien balisé et que la communication est gérée de manière responsable entre les membres de l'équipe, la perception de la communauté par rapport à la distribution cash (intervention des humanitaires) est transformée. Cela demandera beaucoup plus de temps pour la transformation.

Existence d'un opérateur pour les transferts

Sur place, il n'y a pas de banque ni des institutions de microfinance mais aussi des maisons de transfert monétaires sont absentes. Les opérateurs économiques de la place sont également incapables de mobiliser des fonds pour un transfert cash monétaire. Toutefois, les IMF et Banques de Butembo interviennent souvent dans les assistances humanitaires sans problèmes.

6.6 Santé-nutrition

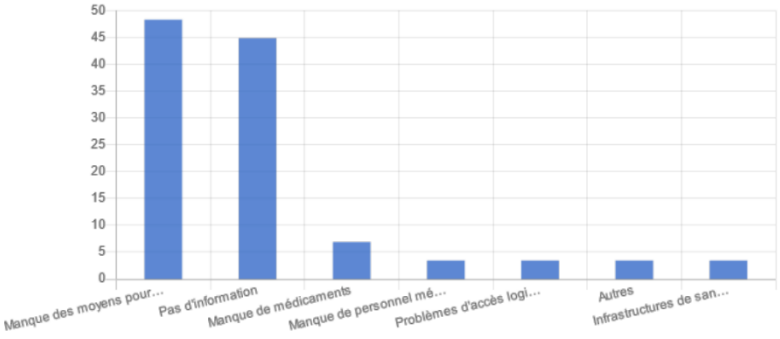
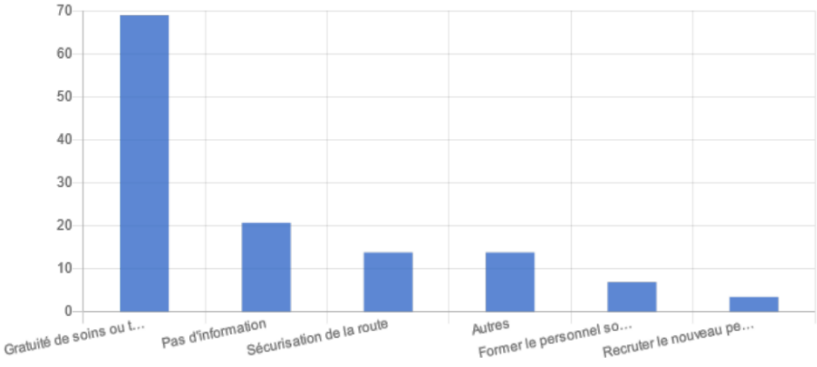
Pas de réponse en cours dans le secteur de santé et nutrition.

Risque épidémiologique

Le risque épidémiologique est peu probable grâce aux minimums d'activités de surveillance et l'engagement des acteurs de santé.

Impact de la crise sur les services

- Rupture de stock des médicaments depuis 15 jours aux structures sanitaires de Mukongo, 3 mois au structure sanitaire de Vusamba et 5 jours au structure sanitaire de Munoli ;
- Certain personnel soignant préfère aller passer nuit ailleurs que de passer nuit localement pour cause d'insécurité

TOP 5 des maladies plus fréquentes	Les maladies les plus courantes dans les trois aires de sante sont : le Paludisme, les infections respiratoires aiguës, la fièvre typhoïde, les infections sexuellement transmissibles et diarrhée
Les problèmes majeurs entravant l'accès aux soins	Graphique n°4 : illustration des Problèmes entravant l'accès aux soins de santé  Le plus grand problème rencontré par les populations affectées par la crise pour accéder aux soins de santé c'est le manque de moyens financiers tel que le tableau ci-haut l'indique.
Solutions proposées pour accéder aux soins	Graphique n°5: les solutions envisagées par les enquêtés  la solution la mieux convenable serait la gratuité des soins dans les structures sanitaires. D'autres paramètres viendront en appui pour renforcer l'amélioration de santé pour les personnes touchées par la crise.

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

Rupture de stock des médicaments, le manque de kit d'hygiène aux FOSA, ...

Indicateurs collectés au niveau des structures	MUKONGO	VUSAMBA	MUNOLI	MOYENNE
Taux d'utilisation des services curatifs	14,26%	19,38%	18,76%	17,46%
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	1,44%	18,9%	9,94%	10%
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	0,28%	20,6%	3,25%	8%
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	0,23%	2,7%	6,63%	3,18%
Taux de morbidité lié à la fièvre typhoïde chez les enfants de moins de 5 ans.	0,28%	0%	ND	N/A
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	0,11%	5,4%	0,89%	2,13%
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0%	0%	0%	0%
Rupture de stock des médicaments (nbre des jours)	15 jours	3 mois	5 jours	-
Kits d'hygiène aux FOSA	incomplet	incomplet	incomplet	-

6.7 Eau, Hygiène et Assainissement

Aucun partenaire n'est dans la zone pour mettre en œuvre des activités visant l'amélioration d'accès à l'EHA.

Risque épidémiologique

Se référant aux facteurs démographique, environnemental, qualité et quantité de l'eau, le risque d'apparition d'une épidémie surtout du choléra est faible. Le risque de propagation d'autres maladies hydriques (diarrhée, fièvre typhoïde, verminoses, ...) est élevé a cause de faible accès a l'eau potable

Accès à l'eau après la crise

Dans les 3 aires de sante, la couverture en eau est faible : avec une moyenne de 880 habitants autours de point d'eau et au moins 60% d'habitants parcourent plus d'un kilomètre à la recherche de l'eau ;

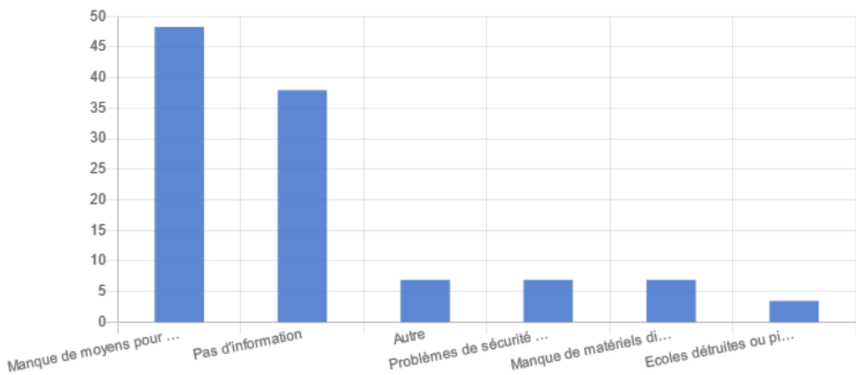
- Endommagement de deux (2) tanks métalliques de 75 m3 chacun par les cartouches lors des affrontements (la circonférence du premier tank est parsemer des trous et le deuxième, le liner touché par le feu);
- 35/55 bornes fontaines publiques ne sont plus opérationnelles (20 bornes fontaines fonctionnelles pour 20792 habitants en raison de 1040 personnes autour d'une borne fontaine avec des irrégularités da la fourniture) ;
- 10/25 captages présentent des problèmes de tarissement et des fuites ;
- Dégradation de certaines sources des vallées ;
- Endommagement de 21 sources de vallées (fuite dans les captages et changement de couleur en période pluvieuse)

AS	Types de point d'eau	Ratio (Nb moyen des personnes/point d'eau)	Observation
Mukongo	Sources de vallees	Pas d'info precis	Dégradation de certaines sources des vallées
	Borne fontaine	1040	• 35/55 bornes fontaines publiques ne sont plus opérationnelles ; • 10/25 captages présentent des problèmes de tarissement et des fuites
Vusamba	Sources des vallées	Pas d'info precis	• Endommagement de 6 sources de vallées
	Bornes fontaines	Pas d'info precis	• Bornes fontaines sans vannes et robinets en panne • Faible capacité de stockage du réservoir.
Munoli	Sources des vallées	Pas d'info precis	• Endommagement de 15 sources de vallées
	Bornes fontaines	720	• 20 pour 14395 habitants en raison d'une moyenne de 720 personnes/point d'eau.

Accès à l'assainissement	a) Assainissement communautaire 93,1% de la communauté évalué ont accès aux latrines mais plus 60% des latrines trouvées sont moins hygiéniques et exposent les utilisateurs aux risques des maladies féco-orales ; Absence des trous à ordures dans plus de 95% des ménages b) Assainissement dans les formations sanitaires - la plupart d'entre elles ne disposent pas des infrastructures à nombre suffisant : l'incinérateur sans portail métallique, absence de broyeur et trou à flacon et nombre insuffisant des latrines. C'est le cas du CS Mukongo, CS Vusamba, CS Munoli. c) Assainissement dans les écoles - Des portes latrines opérationnelles insuffisante et de fois inappropriée par rapport a la taille des élèves cas des EP Vusamba, Katsunga, Kikyo, Makusa, Mughendo et Biena dans l'aire de santé de Vusamba. EP Buyinga EP Musambaghani - Du point de vue eau, moins d'écoles ont des systèmes de collecte d'eau de pluie n et des kits de lavage des mains
Pratiques d'hygiène	- Absence de kits d'hygiène dans plusieurs ménages ; - Mauvaises pratiques d'hygiène dans certains ménages ; - Dans les formations sanitaires, les pratiques de l'hygiène sont bien respectées. Par contre, certaines structures ont des kits incomplets ou usés. - Dans les écoles la situation est similaire à celle des formations sanitaires car les kits reçus pendant la riposte de la dixième épidémie d'Ebola sont déjà usés.

6.8 Education

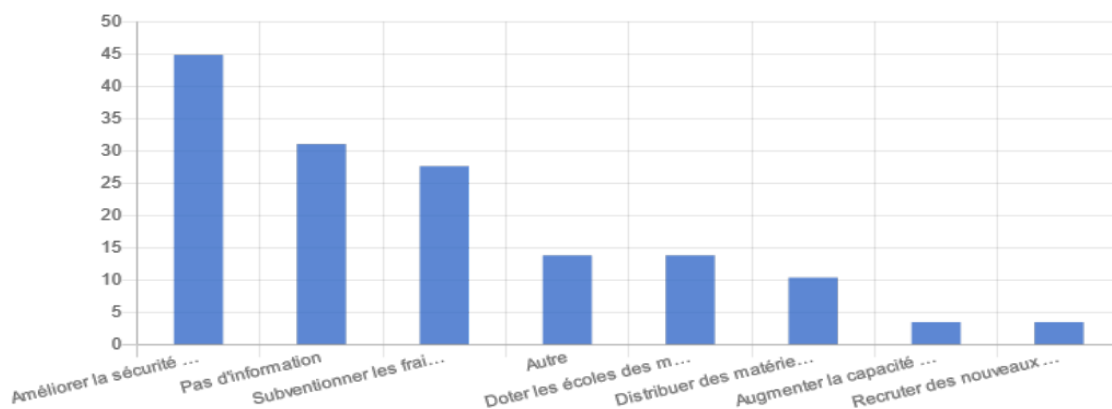
Aucune réponse n'est donnée jusqu'en présent dans le secteur de l'éducation.

Impact de la crise sur l'éducation	- Perturbation du calendrier scolaire surtout dans les zones de retours ; - Deux écoles de muhangu occupent par les miliciens, par les miliciens, les mobiliers (banc et pupitres) ont été utilisés comme bois de chauffe - Abandons des enfants qui sont restés dans les zones de déplacement
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Données non disponibles
Les problèmes majeurs limitant l'accès à l'éducation	Graphique n°6 : problèmes d'accès à l'éducation  Deux grands problèmes s'avèrent délicats pour empêcher les enfants des retournés d'aller à l'école. Ces problèmes sont : le manque de moyens financiers et le problème de sécurité.

Quelles sont les solutions envisagées pour l'amélioration de l'éducation

Les solutions proposées par les populations affectées par la crise pour l'amélioration de l'accès à l'éducation des enfants sont indiquées par ordre dans le graphique ci-après :

Graphique n°7 : types de solutions envisagées pour l'accès à l'éducation



Les populations affectées pensent qu'en subventionnant les frais scolaires et la dotation des écoles en matériels didactiques seraient les meilleures solutions au problème mise en part l'insécurité.

7 ANNEXES : Quelques photos



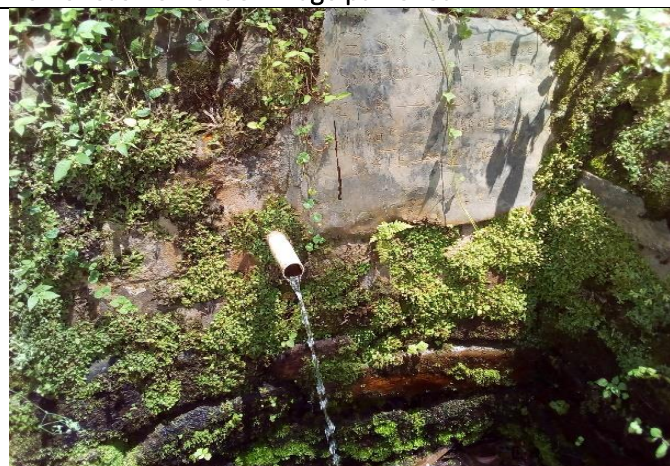
1^{er} Réservoir troué par les balles à Muhangi



2eme réservoir endommagé par le feu



Latrines emportées par le vent de l'EP Mwangaza dans l'AS Mukongo



Source Kaghende dégradée au village Mangesha dans l'AS Monoli

	
Bâtiment du village d'accueil du CSR Mukongo en risque d'écroulement car sans mur de soutènement	Incinérateur du CSR Mukongo sans portail métallique
	
Focus groupe des hommes	Images des jetons payés chaque mois

LISTE DES CONTACTS DES EVALUATEURS			
NOM ET POST-NOM	FONCTION	CONTACT	ORGANISATION
Emmanuel MBUSA	ASSISTANT AU PROGRAMME	0821577711	CEPROSSAN
Jeanne MALONGA	P.F GENRE ET PROTECTION TRANSVERSALE	0998492498	CEPROSSAN
Benjamin KISERIVWA	S&E	0999412051	CEPROSSAN
Gratien KATEMBO	coordo	0972380478	SOCUDHU
Noella KAVUGHO MALIRO	Juriste	0994371803	Heal Africa
KAHINDO SALIMA	membre	0994371803	USHIRIKA
SIFA KIVO	Secrétaire de direction	0975331217	SAFDF
KYAKIMWA KYALWAHI	Agent	0991771189	HYFRO
THERESE MAHAMBA	Agent	0892399567	HYFRO
Emmanuel BALEZI	Responsable MEAL		WHH
Lievin SELYABO	Chef de projet	0993023779	WHH
DACISE KAMWISI	PF	0994016360	

HORTENCE	Genre et Protection		Groupe ANTI SIDA
CHARLINE	SEC	0991244306	AHDI
Bless Mulamo	PF	0999734243	EGL

LISTE DES CONTACTS CLES

NOM ET POST-NOM	POSITION	CONTACT	STRUCTURE
Ghislain RUKIWA	Infirmier	0995888340	CS VUSAMBA
PALUKU MUMAKWA	ITA	0994627468	CSR MUKONGO
PALUKU KINYAMALYO	Sec. Localité	0999885305	VUSAMBA
	Prés. adduction	0997047450	MUHANGI
Emmanuel PALUKU	ITA	0998293498	PS KASINGA